

AXE TGV SE - DIRECTION COMMERCIALE
REGIONALE
Immeuble Mistral
4 rue Léon Gozlan
CS 70014
13331 Marseille cedex 03



BUREAUX AUXILIAIRES

CONTRAT D'AGREMENT DRAGUIGNAN

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA S.N.C.F

- 2.1 : Rémunération de la Communauté d'Agglomération Dracénoise
- 2.2 : Formation des employés de la Communauté d'Agglomération Dracénoise à la vente des prestations ferroviaires
- 2.3 : Documentation remise par la S.N.C.F
- 2.4 : Titres de transport
- 2.5 : Accord de confidentialité

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DRACÉNOISE

- 3.1 : Vente au public
- 3.2 : Qualification professionnelle
- 3.3 Equipement et maintenance du matériel
- 3.4 Evolution du matériel fourni
- 3.5 Maintenance du matériel
- 3.6 : Responsabilité des titres et supports en dépôt et du matériel
- 3.7: Vérifications
- 3.8 : Comptabilité des ventes
- 3.9 : Commande de titres de transport et de supports (hors achats en gares)

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

- 4.1: Principes et dispositions comptables
 - 4.1.1 Principes de fonctionnement
 - 4.1.2 Dispositif comptable
- 4.2 Garanties financières

ARTICLE 5 : DUREE DU CONTRAT

ARTICLE 6 : SUSPENSION DE L'AGREMENT

- 6.1 Mise en oeuvre de la suspension
- 6.2 Levée de la suspension

ARTICLE 7 : RESILIATION EN COURS DE VALIDITE

ARTICLE 8 : CONSEQUENCES DE LA CESSATION DU CONTRAT

ARTICLE 9 : LITIGES

ANNEXE 1 COMPTABILITE ET VERSEMENTS

ANNEXE 2 Liste des titres de transport que la Communauté d'agglomération Dracénoise ne peut émettre elle-même

ANNEXE 3 CRITERES D'AGREMENTS

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, square Mozart - CS 90129 - 83004 Draguignan
Cedex représentée par Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, son Président,

ET

La SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS SNCF, établissement public à caractère
industriel et commercial, dont le siège social est à LA PLAINE SAINT-DENIS (93633) – 2 place aux
Etoiles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 552
049 447 représentée par

Monsieur Didier SCHWARTZ, Directeur Régional Adjoint SNCF PACA - 4 rue Léon Gozlan - 13331
Marseille Cedex 03

Il est convenu ce qui suit

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles La Communauté
d'Agglomération Dracénoise peut en qualité de mandataire de la S.N.C.F, émettre ou recevoir
des titres de transport, se charger de la réservation des places correspondantes et en percevoir
le prix.

*L'adresse du point de vente dans lequel la Communauté d'Agglomération Dracénoise procède à
la distribution des titres de transport est **gare de Draguignan, place docteur Angelin German -
83 300 Draguignan** ; la Communauté d'Agglomération Dracénoise informera la S.N.C.F de
toute modification de ladite adresse.*

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DRACÉNOISE est tenue de faire connaître sans délai à
la S.N.C.F (au représentant désigné aux conditions particulières) toutes modifications pouvant
intervenir :

- dans le cadre de son exploitation notamment, s'il y a lieu les changements d'adresse,
de téléphone,

A défaut de communication de ces informations, la S.N.C.F se réserve le droit de résilier le
contrat conformément aux dispositions des articles 7 et 8.

Les opérations que la Communauté d'Agglomération Dracénoise est habilitée à effectuer sont
les suivantes :

- vente des prestations propres à la S.N.C.F,

- vente des prestations internationales effectuées en complémentarité avec d'autres réseaux ferroviaires,
- vente des prestations propres aux autres réseaux ferroviaires,
- vente des prestations régionales

La vente de ces trois derniers types de prestations ne pourra s'effectuer, via la S.N.C.F, que dans le cadre des accords commerciaux conclus entre la S.N.C.F et les autres réseaux ferroviaires.

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DRACÉNOISE peut recevoir de la S.N.C.F certaines catégories de titres directement émis par la S.N.C.F, selon des modalités fixées dans la documentation de référence : ces titres sont limités aux catégories que la Communauté d'Agglomération Dracénoise ne peut émettre elle-même, et repris en annexe 2.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE LA S.N.C.F

2.1 : Rémunération de la Communauté d'Agglomération Dracénoise

La S.N.C.F rémunère la Communauté d'Agglomération Dracénoise sous la forme d'une commission calculée sur le montant T.T.C. des titres de transport¹ et autres prestations annexes au transport vendues par le point de vente, déduction faite des remboursements (les ventes effectuées sur internet ou par les centre Ligne directe et retirées dans le point de vente ainsi que les ventes de l'automate ne sont pas prises en compte). Les montants de commissions calculés sur la base des taux ci-dessous s'entendent hors taxes.

Le taux de commission est fixé à 5 %.

2.2 : Formation des employés de la Communauté d'Agglomération Dracénoise à la vente des prestations ferroviaires

La S.N.C.F propose gratuitement à la Communauté d'Agglomération Dracénoise, pour son point de vente :

- des stages de formations de base à la vente des prestations ferroviaires, à raison d'une personne pour 3 postes, avec un minimum d'une personne ;
- des stages de perfectionnement et de formation spécifiques à raison d'une personne pour 5 postes avec un minimum d'une personne.

2.3 : Documentation remise par la S.N.C.F

¹ Y compris les Bons Uniques de Transport pour les militaires.

2.3.1 : Documentation de référence

La S.N.C.F met à la disposition de la Communauté d'Agglomération Dracénoise à titre gratuit, pour chacun de ses points de vente, pendant toute la durée du contrat une documentation de référence précisant les caractéristiques et modalités de vente des produits pour lesquels la Communauté d'Agglomération Dracénoise est agréé.

Les mises à jour de cette documentation de référence sont effectuées par la Communauté d'Agglomération Dracénoise au moyen des rectificatifs adressés par la S.N.C.F. La communication de cette liste s'effectuera par échange de courrier.

2.3.2 : Autres documentations

La documentation tarifaire, technique et horaire, propriété de la S.N.C.F, mise à la disposition de la Communauté d'Agglomération Dracénoise sous quelque forme que ce soit, notamment informatique, est précisée au contrat particulier.

2.3.3 : Documentation supplémentaire

A la demande de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, des exemplaires supplémentaires des documents susvisés, restant propriété de la S.N.C.F, peuvent être mis à sa disposition à titre onéreux. Le prix devra figurer au contrat particulier.

2.4 : Titres de transport

La S.N.C.F confie à la Communauté d'Agglomération Dracénoise, les titres de transport ou supports papier vierges nécessaires à l'exécution du présent contrat.

Ces titres et supports restent la propriété exclusive de la S.N.C.F jusqu'au moment de leur vente au public.

En cas d'urgence, le point de vente peut commander à S.N.C.F - Approvisionnement en titres de transports (Entrepôt SERNAM C3 14, avenue Edouard Vaillant 93500 PANTIN) des supports électroniques par voie électronique.

La S.N.C.F s'engage alors à livrer à ce point de vente les titres commandés dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la date de réception de la commande.

2.5 : Accord de confidentialité

La S.N.C.F s'interdit de communiquer à un tiers toute information ou document concernant la communauté d'agglomération dracénoise, dont elle aurait pu avoir connaissance au titre du présent contrat ou de son exécution.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DRACÉNOISE

3.1 : Vente au public

La Communauté d'Agglomération Dracénoise doit dans chaque point de vente :

- assurer la vente des prestations précisées à l'article 1 à première demande, sauf cas de force majeure dûment constatée ;
- établir les titres conformément aux tarifs officiels et aux documentations visées aux articles 2.3.1 et 2.3.2.

3.2 : Qualification professionnelle

Durant toute la durée d'exécution du contrat, la Communauté d'Agglomération Dracénoise s'oblige à disposer, dans son point de vente, de personnel formé à la vente des titres de transport et produits S.N.C.F, à raison d'une personne pour 3 postes avec un minimum d'une personne.

Le maintien de cette qualification est assuré par la participation régulière aux différents stages de perfectionnement proposés par la S.N.C.F (mise à jour, nouveaux produits, évolutions des procédures de vente...), à raison d'une personne pour 5 postes avec un minimum d'une personne par point de vente.

3.3 Equipement et maintenance du matériel

Durant toute la durée d'exécution du contrat, la Communauté d'Agglomération Dracénoise doit disposer d'au moins un équipement informatique de distribution, en état de fonctionnement, agréé et habilité par la S.N.C.F.

Un contrat de location et de maintenance de ce matériel est signé en même temps et pour la même durée que le présent contrat.

3.4 Evolution du matériel fourni

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DRACÉNOISE devra supporter les coûts correspondant à l'évolution du matériel (machines ou réseau), de sa modernisation et de sa fiabilisation :

- **frais liés à la mise aux normes du matériel : à charge de la SNCF ;**
- **frais liés à la mise aux normes réseau : à charge de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.**

3.5 Maintenance du matériel

(cf contrat de location et livret de maintenance)

3.6 : Responsabilité des titres et supports en dépôt et du matériel

La Communauté d'Agglomération Dracénoise est responsable des dommages et pertes de toute nature, quelle qu'en soit leur origine, pouvant atteindre les titres de transport, les supports ainsi que le matériel mis le cas échéant à sa disposition par la S.N.C.F.

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DRACÉNOISE s'engage à maintenir, pendant toute la durée du contrat, les critères de protection des titres de transport fixés par la S.N.C.F pour l'obtention de son agrément.

Il appartient en outre à la Communauté d'Agglomération Dracénoise d'aviser la S.N.C.F (le représentant désigné aux conditions particulières), le plus rapidement possible, de toute disparition de titres ou de supports et ce quelle qu'en soit la cause.

En cas de vol des titres de transport ou de supports vierges destinés à la billetterie électronique, obligatoirement attesté par une déclaration de vol effectuée auprès des services de police, la Communauté d'Agglomération Dracénoise ne peut s'exonérer des conséquences de la responsabilité mise à sa charge à l'alinéa ci-dessus que si elle apporte la preuve qu'elle a respecté les critères de protection des titres de transport mentionnés ci-dessus et qu'il est prouvé que le vol n'a pas été commis par un de ses employés.

Dans le cas où la responsabilité de la Communauté d'Agglomération Dracénoise est engagée, l'indemnité due par la Communauté d'Agglomération Dracénoise à la S.N.C.F est définie comme suit :

- titre à valeur fixe (carte, titres spéciaux, etc...) : valeur du titre au jour du signalement,
- titre émis : le montant de la valeur d'émission,
- support vierge destiné à la billetterie électronique : pas d'indemnité sauf en cas de preuve de l'utilisation frauduleuse du support.

De même, en cas de perte des titres de transport, la Communauté d'Agglomération Dracénoise reste responsable de cette perte quelles qu'en aient été les circonstances. Dans ce cas, l'indemnité due par la Communauté d'Agglomération Dracénoise à la S.N.C.F est égale aux montants indiqués ci-dessus.

En cas de destruction involontaire des titres de transport ou supports, la Communauté d'Agglomération Dracénoise doit fournir à la S.N.C.F une attestation sur l'honneur de la destruction desdits titres et supports.

3.7: Vérifications

La S.N.C.F peut procéder, dans chaque point de vente de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, au contrôle, éventuellement inopiné :

- du stock de documents de transport,
- du respect des critères de protection des supports et des titres de transport.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE, une fois contactée par la S.N.C.F et informé du but du contrôle, s'engage à donner toutes facilités aux représentants de la S.N.C.F pour procéder sur place à toutes vérifications utiles.

3.8 : Comptabilité des ventes

La comptabilité des ventes doit être effectuée conformément aux dispositions reprises aux documentations visées aux articles 2.3.1 et 2.3.2.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE devra fournir la comptabilité à son correspondant SNCF désigné, par un échange de courrier, au plus tard aux dates indiquées à l'annexe 1.

3.9 : Commande de titres de transport et de supports (hors achats en gares)

Chacun des points de vente de la Communauté d'Agglomération Dracénoise :

- communique à S.N.C.F - Approvisionnement en titres de transports (Entrepôt SERNAM C3 14, avenue Edouard Vaillant 93500 PANTIN), en fonction d'un planning déterminé avec la S.N.C.F, ses besoins en billetterie,
- fournit, à chaque demande, les justificatifs sur l'état de ses stocks,
- adresse à S.N.C.F - Approvisionnement en titres de transports (Entrepôt SERNAM C3 14, avenue Edouard Vaillant 93500 PANTIN), dans les quarante-huit heures suivant la livraison, l'accusé de réception des produits reçus.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Principes et dispositions comptables

4.1.1 Principes de fonctionnement

Le fonctionnement du Bureau Auxiliaire connecté à une Caisse Principale est presque identique à celui d'une boutique ou d'un PVM en gare. Les seules différences concernent : les arrêtés des séances, les espèces, le fonds de roulement et les paiements invalides.

Le Bureau Auxiliaire connecté à une Caisse Principale accepte tous les moyens de paiement en usage en gare : espèces, chèques bancaires libellés à l'ordre de la SNCF, cartes bancaires, chèques cadeaux SNCF, chèques vacances, lettres bons de voyage, bons de réduction SNCF, liasses d'abonnement scolaire.

Aucun acompte n'est adressé au BCC de rattachement. La commission est calculée une fois le mois par le BCC et réglée par virement bancaire.

- Séances : Elles durent normalement une journée (entre la prise et la fin de service) ; cela afin de faciliter les travaux du bureau Auxiliaire en cas de divergence. Elles ne peuvent en tous cas excéder une semaine.

En fin de séances, les éléments comptables (chèques cadeaux, lettres BV, bons de réduction, liasses d'abonnement scolaire) sont adressés au BCC,

et les chèques, chèques vacances, facturettes TPE, avis d'inscription à la Poste... sont envoyés à la Caisse Principale au moyen de lettres suivies distinctes, hormis les espèces.

Les différences constatées par la Caisse Principale appellent une régularisation.

Espèces : Elles ne font pas l'objet d'un transport de fonds SNCF mais sont déposées à la banque postale par le responsable du bureau auxiliaire lui-même selon la périodicité définie. Le document (avis d'inscription) remis par la Banque Postale est ensuite saisi en opération hors trafic : avis d'inscription à la Poste pour prise en charge dans le CRC (Compte Rendu de Caisse).

- Fonds de roulement : Il n'y a pas de dotation de fonds de roulement SNCF dans les Bureaux Auxiliaires

- Paiements invalides : Le contrôle de la validité des moyens de paiement est de la responsabilité du Bureau Auxiliaire :

- Chèque vacances et autres bons non périmés
- Identité portée sur les chèques vacances identique à celui du client
- Validité du chèque (signature, numéros des pièces d'identité présentées par le client).

Ces moyens de paiements invalides seront retournés par la Caisse Principale par envoi postal au Bureau Auxiliaire, charge à lui de rectifier la situation.

En outre, en cas d'incident, la SNCF peut imposer à la Communauté d'Agglomération Dracénoise le mode de paiement de son choix comme condition du maintien de son agrément, indépendamment de toute autre mesure pouvant être prise par ailleurs en application des dispositions prévues au présent contrat.

4.1.2 Dispositions comptables

La SNCF doit recevoir les états comptables aux dates prévues à l'annexe 1. En cas de défaut de remise des états comptables à la date contractuelle, un délai de 7 jours est accordé à la Communauté d'Agglomération Dracénoise pour remettre les états manquants. Si la Communauté d'Agglomération Dracénoise n'avait pas remis ses documents dans ce délai, la SNCF procéderait à la suspension de l'agrément conformément aux dispositions de l'article 6.

4.2 Garanties financières

La Communauté d'Agglomération Dracénoise se porte garante des activités de vente effectuées au bureau de vente de Draguignan pour le compte de la SNCF.

Toute demande d'agrément adressée à la SNCF doit être accompagnée des statuts, du bilan et du compte de résultat de l'organisme sollicitant cet agrément.

Enfin, l'agrément sera refusé tant que les statuts ne seront pas remis à la SNCF.

ARTICLE 5 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour **une durée de trois ans à compter de sa signature.**

Il est ensuite renouvelable après examen en commun des résultats commerciaux, sauf dénonciation par l'une des parties, signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant sa date d'expiration.

ARTICLE 6 : SUSPENSION DE L'AGREMENT

6.1 Mise en oeuvre de la suspension

Constituent une cause de suspension les manquements suivants :

- non-respect des critères de protection des titres de transport,
- tout manquement aux articles 4.1.3 et 4.2.2,

- tout manquement contractuel autre que ceux visés à l'article 7.1 et 7.2.

Dans tous les cas, la S.N.C.F notifie la suspension à la Communauté d'Agglomération Dracénoise par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dès le retour de l'accusé de réception de la notification, la S.N.C.F :

- procède immédiatement à la coupure de l'accès du terminal de vente de chaque point de vente de la Communauté d'Agglomération Dracénoise au système de réservation S.N.C.F et au retrait de tous les documents de transport mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération Dracénoise en établissant un inventaire contradictoire dont un exemplaire est remis à la Communauté d'Agglomération Dracénoise ,
- exige la remise immédiate par la Communauté d'Agglomération Dracénoise d'un état comptable complet et le règlement de toutes les sommes dues par la Communauté d'Agglomération Dracénoise,
- procède, si elle ne l'a déjà fait, à un réexamen de la situation financière de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

En cas de défaut de paiement, à l'issue de cet examen, la S.N.C.F peut, si elle le juge utile à la sauvegarde de ses intérêts financiers, soumettre la poursuite du contrat à la modification du régime de garantie de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

6.2 Levée de la suspension

Lorsque la Communauté d'Agglomération Dracénoise a :

- soit rétabli les critères de protection des titres de transport,
- soit appliqué les mesures préconisées par la S.N.C.F pour le rétablissement des critères financiers nécessaires pour obtenir l'agrément,
- soit remédié au manquement constaté par la S.N.C.F dans le délai fixé par celle-ci dans sa notification,
- soit réglé au moins 50 % de toutes les sommes dues et que pour le solde, y compris les intérêts de retard, un calendrier de remboursements échelonné sur 6 mois aura été convenu avec la S.N.C.F.

La S.N.C.F se réserve le droit d'exiger un chèque de banque en paiement des sommes dues.

La S.N.C.F procède à la levée de la suspension, rétablit l'accès au serveur S.N.C.F, et remet à disposition de la Communauté d'Agglomération Dracénoise des documents de transport. Il est toutefois précisé que la levée de la suspension peut être subordonnée à la mise en œuvre de plusieurs de ces mesures.

A défaut si la Communauté d'Agglomération Dracénoise ne régularise pas sa situation dans les délais impartis ou ne règle pas les sommes dues dans les délais fixés ou ne respecte pas l'échéancier prévu, la S.N.C.F procède à la résiliation du contrat d'agrément selon les dispositions des articles 7 et 8 du présent contrat.

ARTICLE 7 : RESILIATION EN COURS DE VALIDITE

En cas de dissolution de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, la SNCF sera prévenue par lettre recommandée adressée par Monsieur le Président. La SNCF procédera à l'enlèvement des produits ou matériels lui appartenant dans un délai maximum de trente jours suivant la réception de la lettre recommandée et adressera un relevé valant solde de tout compte dans les 45 jours suivants ; à défaut, l'apurement sera présumé.

En cas d'inobservation par l'une des parties des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, il est fait application des modalités ci-après :

En cas de manquement par l'une des parties à une obligation essentielle du contrat, la résiliation intervient de plein droit.

La partie défaillante indemnise son cocontractant de l'ensemble des chefs de préjudice que ce manquement lui occasionne et ce, y compris les pénalités et frais stipulés par le contrat.

Constituent un tel manquement:

- les manquements prévus aux articles 1, 3.1.1 et 6.1 ;
- tout manquement faisant l'objet d'une récidive ;
- toute falsification de documents, ou renseignements erronés fournis sciemment à la S.N.C.F en vue d'obtenir un agrément.

La résiliation du contrat pourra intervenir pour les motifs suivants :

- A la fin du contrat ;
- En cas de non-respect des critères de protection des titres de transports ;
- A tout moment, en cas d'accord entre les parties ;
- En cas de manquement d'une des parties à ses obligations contractuelles, si le litige n'est pas réglé à l'amiable (cf. article 7.1) ;
- En cas de force majeure, d'évolution importante de la réglementation relative à ce domaine d'activité ou pour tout motif relatif au statut de l'organisme.

ARTICLE 8 : CONSEQUENCES DE LA CESSATION DU CONTRAT

Quelle que soit la cause pour laquelle il est mis fin au contrat, la S.N.C.F procède :

- à la coupure immédiate de l'accès du terminal de vente du point de vente de la Communauté d'Agglomération Dracénoise au système de réservation de la S.N.C.F,
- au retrait de tous les documents de transport mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération Dracénoise avec établissement d'un inventaire contradictoire dont un exemplaire est remis à la Communauté d'Agglomération Dracénoise,
- à l'établissement d'un relevé comptable contradictoire par les services comptables de la S.N.C.F et de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Par ailleurs toutes les sommes dues par la Communauté d'Agglomération Dracénoise à la S.N.C.F deviennent immédiatement exigibles.

ARTICLE 9 : LITIGES

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Tout litige qui résulterait de l'application du présent Contrat ainsi que du contrat particulier sera soumis au Tribunal administratif de Marseille.

Fait à Draguignan en deux exemplaires, le

Pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise

Pour la SNCF

Olivier AUDIBERT-TROIN

____Président
Adjoint

Didier SCHWARTZ

____Directeur Régional

ANNEXE 1 COMPTABILITE ET VERSEMENTS

La Communauté d'Agglomération Dracénoise est redevable de l'envoi des pièces comptables et pièces de caisse :

1/ Envoi des pièces comptables et de Caisse à la SNCF :

Les pièces comptables et de Caisse (pièces et éléments de fin de service) doivent être adressées au service comptable (Bureau de Contrôle Comptable) et Caisse Principale de la SNCF au minimum 1 fois par semaine via le responsable de la gare de Les Arcs ou par voie postale en lettre suivie (expédition à la charge de l'Autorisé) et en fin de mois au plus tard le 5 du mois M+1:

- Compte-Rendu de vente et pièces comptables :
 - SNCF BUREAU DE CONTROLE COMPTABLE DE MARSEILLE
Gare de Marseille St Charles
Espace Voltaire Square Narvik
13232 MARSEILLE

- Compte-Rendu de Caisse et pièces comptables :
 - SNCF CAISSE PRINCIPALE DE NICE
Gare de Nice Thiers
Avenue Thiers
06000 NICE

2/ Le versement des espèces encaissées pour le compte de la SNCF doit être effectué au minimum 1 fois par semaine sur le compte de la Banque Postale ouvert au nom de la SNCF auprès du bureau de la Poste de Draguignan.

3/ La protection des titres de transport et des fonds doit être assurée, permettant notamment d'éviter toute effraction lorsque les locaux ne sont pas occupés par le personnel autorisé ; les locaux du point de vente habilité candidat à l'agrément SNCF doivent obligatoirement être équipés au minimum des moyens de protection et de fermeture mentionnés ci-après :

- Toutes les portes d'accès extérieurs seront dotées d'un système de fermeture (notamment verrous de sûreté ou serrure de sûreté...)
- Tous les autres moyens d'ouverture accessibles tels que lucarnes et fenêtres seront condamnés au moyen notamment de volets, grillages ou barreaux métalliques.

Les titres de transport et les supports SNCF seront placés dans un coffre ou dans un local sécurisé ; les fonds seront déposés dans un coffre.

Le stock des titres de transports et supports délivrés à l'habilité devra, lorsqu'il n'est pas utilisé, être enfermé dans le coffre ou le local sécurisé.

A l'issue de la réception des dernières séances de vente effectuées au cours du mois M, le service comptable établit une « récapitulation générale des ventes » en début de M+1 qu'il adresse à l'Autorisé précisant :

- Le montant total des ventes moins les titres repris (échanges/remboursements)
- Le calcul de la commission sur vente à reverser par la SNCF (virement bancaire au profit de l'Autorisé selon relevé BIC/IBAN fourni.)

ANNEXE 2 Liste des titres de transport que la Communauté d'Agglomération Dracénoise ne peut émettre elle même

Les titres de transport émis directement par la SNCF sont les suivants :

« Réservée »

Les titres dont il ne faut pas assurer l'échange :

« Réservée »

En cas de création de nouvelles prestations, la SNCF se réserve le droit de compléter la présente liste, après concertation avec les organismes représentant la profession des agents de voyages.

ANNEXE 3 CRITERES D'AGREMENTS

Toute personne physique ou morale titulaire, en France, d'une habilitation au titre de la loi du 13 juillet 1992,

ci-après désignée : « HABILITE », peut, pour un ou plusieurs points de vente, obtenir l'agrément de la SNCF pour la vente de prestations de transport présentant un caractère complémentaire à son activité principale, sous réserve de remplir les critères définis ci-après :

Paragraphe 1 – Critères de protection des titres de transport

Le local du point de vente de l'habilité candidat à l'agrément SNCF doit obligatoirement être équipé au minimum des moyens de protection et de fermeture mentionnés ci-après :

- toutes les portes d'accès extérieur seront dotées d'un système de fermeture (notamment verrous de sûreté ou serrures de sûreté....) permettant d'éviter toute effraction lorsque les locaux ne sont pas occupés par le personnel autorisé.
- Tous les autres moyens d'ouverture accessibles tels que lucarnes et fenêtres seront condamnés au moyen notamment de grillages ou barreaux métalliques.

Le stock des titres de transport et supports délivrés à l'habilité devra, lorsqu'il n'est pas utilisé, être enfermé.

Paragraphe 2 – Qualification professionnelle

L'habilité devra disposer sur son point de vente du personnel formé à la vente des titres de transport et prestations SNCF, à raison d'une personne pour 3 écrans et au minimum une personne par point de vente.

Paragraphe 3 – Equipement informatique

Le point de vente habilité doit posséder un équipement informatique de distribution agréé et habilité par la SNCF.

Paragraphe 4 – Autres critères

En outre, aucun agrément ne pourra être accordé dans les cas suivants :

- l'habilité candidat a dans son personnel de direction, directeur ou responsable des personnes qui ne correspondent pas aux normes légales en vigueur.
- Si la preuve peut être apportée que des renseignements erronés ou falsifiés ont été fournis sciemment par le candidat à l'agrément.

Paragraphe 5 – Maintien des qualifications et des critères

Il est indispensable qu'un habilité agréé maintienne les normes requises pour l'obtention de son agrément.

Un réexamen des qualifications et critères de l'habilité peut avoir lieu à tout moment ; dans le cas où un ou plusieurs critères ne sont plus remplis, la SNCF se réserve le droit de suspendre l'agrément.